

Note aux élus de la circonscription – novembre 2015

Mardi 24 novembre 2015

Nous sommes le 24 novembre, onze jours après les terribles attentats du 13 qui ont fait 130 morts. Nous marchons sur des œufs tant nous sentons que les Français ne souhaitent pas que nous rompions l'unité nationale, alors même que le Gouvernement nous provoque et abat ses cartes à quelques jours des élections régionales. Je suis sidéré de voir les pouvoirs publics parler de Daech et de la guerre en Syrie sans être capables d'aborder sereinement la question des banlieues, celle de l'immigration, n'arrivant même pas à prononcer le mot « islamisme ». S'il est hors de question de fustiger tous les musulmans, il est simplement factuel de considérer que tous les attentats ont été commis par des musulmans, presque toujours nés en France et ayant grandi dans nos banlieues. Au fond de moi, je ne peux m'empêcher de penser que tant que nous en resterons à ce point de déni, rien ne sera possible.

A midi nous avons déjeuné, Claude Sturni et moi-même, avec Eric Woerth, tête de liste dans l'Oise, soutien de Xavier Bertrand. Je sens Eric un peu dépité par l'avance prise par Marine Le Pen dans les sondages. Il nous parle de l'absurdité du découpage des régions, son territoire étant intégré de fait en Ile-de-France, il se retrouve associé de manière arbitraire avec le Nord-Pas-de-Calais.

Aujourd'hui, c'est la loi Santé qui arrive en deuxième lecture à l'Assemblée. Ce texte fait la part belle à la technocratie et ankylose administrativement le système de santé. Marisol Touraine est fière de son texte, agressive parfois méprisante. Le Gouvernement est fermé et n'accepte pas les ouvertures faites par le Sénat. C'est bien dommage...

Mercredi 25 novembre 2015

Ce matin, je me rends à 8 heures à un petit-déjeuner consacré au transport ferroviaire. Je suis particulièrement fatigué, après avoir siégé dans l'hémicycle jusqu'après 1 heure du matin sur la loi santé. Nous avons modifié un peu la loi Evin qui permettait aux alcooliers de faire de la publicité, mais était extraordinairement restrictive pour les viticulteurs. J'ai retenu les propos d'un député de gauche affirmant qu'il ne fallait pas confondre l'usage et l'abus, un collègue de mon parti parlant avec amour des terroirs et du rôle culturel que joue la viticulture dans notre pays. J'ai senti au travers de ce débat un vrai ras-le-bol des députés ruraux face au dogmatisme parisien et à la pensée unique qu'on nous assène et qu'on devrait accepter comme un tout.

A 1h10 du matin, Catherine Vautrin lève la séance. Je suis déçu car nous étions à deux doigts de débattre de l'article de la loi santé inhérent au paquet de cigarettes neutre. Je suis partisan

d'une vraie politique de prévention, notamment à destination des jeunes, mais je trouve la politique française en matière de lutte contre le tabagisme assez stupide. En cognant sur les prix au travers de la fiscalité, la France perd près de 2,8 mds € de taxes, sachant que plus de 20% du tabac consommé en France est acheté à l'étranger ou via des réseaux parallèles. Pour le paquet neutre, la norme européenne prévoit que 65% de la surface du paquet soit réservé aux informations relatives aux maladies. En imposant le paquet neutre, les boîtes à cigarettes vont faire leur apparition, et la mesure n'aura au final aucun effet. Les buralistes ont fait le tour des députés. Sur ce point-là, je leur donne complètement raison. Je voulais donc voter contre cette disposition. Malheureusement, le débat reprendra le lendemain, alors que nous serons à Strasbourg pour accueillir Nicolas Sarkozy, venu faire un meeting régional. Les buralistes en voudront aux parlementaires alsaciens. Même si nous votons contre le texte dans sa globalité, ils n'ont pas forcément tort.

Dans le train, tous les parlementaires bas-rhinois de l'opposition se retrouvent. Je vais saluer Nicolas Sarkozy qui voyage avec Henri Guaino et Eric Woerth, ainsi qu'une jeune pousse talentueuse de la République : Gérald Darmanin. Je reste un petit quart d'heure avec l'ancien président avec qui l'échange est tranquille et sympathique.

Le soir, le meeting fait salle comble. Plus de 1 500 personnes se sont déplacées et font une ovation à Nicolas Sarkozy. Il y lira avec énergie un texte écrit par Henri Guaino s'inscrivant dans la lignée de cette période si difficile post-attentat. Saisissant Henri, je lui dirai que son texte valait un 19/20, ce qui lui fera plaisir comme à un lycéen apprenant qu'il vient d'obtenir son bac.

Jeudi 26 novembre 2015

Je suis en circonscription et ce soir, Philippe Richert et Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, tiennent meeting à Molsheim. Je suis attendu. Je ne me suis jamais départi de mon opposition totale à la grande région. J'étais, je reste et je resterai partisan d'un conseil d'Alsace. La disparition institutionnelle de l'Alsace est une douleur et le discours tenu par notre candidat génère chez moi des antagonismes réels. Ce soir, je dirai que mon engagement ne s'arrêtera pas et qu'il aura toujours pour perspective la création d'un conseil d'Alsace. Je ne cacherai pas qu'il y a des divergences entre mes analyses et celles de Philippe Richert. Mais je dirai aussi que je ne veux ni des Socialistes, ni du Front National, et que dans cette période si difficile, on ne peut pas prendre le risque de perdre six ans. Pour cette raison, je voterai Richert, cela me vaudra quelques coups de pieds sur Internet.

Vendredi, Samedi et Dimanche 27, 28 et 29 novembre 2015

Week-end avant Noël : un élu qui n'est pas sur le terrain ne peut pas sentir les attentes de ses concitoyens. Je ferai 16 manifestations, d'Obernai à la vallée de la Bruche. J'irai dans toutes les communautés de communes de la circonscription, je serai toujours émerveillé de voir à

quel point toutes ces forces associatives, municipales, peuvent conduire à de bons moments d'échanges, de solidarité, de sport et de culture.

Lundi 30 novembre 2015

Un député est-il un aménageur du territoire ? Ce n'est en tout cas pas dans ses missions. Je consacrerai pourtant plusieurs heures aujourd'hui d'abord à la question de la fusion des communautés de communes de Marlenheim et de Wasselonne. Ensuite, en auditionnant nos voisins du bassin versant Bruche-Andlau qui viennent nous expliquer l'utilité d'un EPAGE sur le bassin versant de la Bruche-Mossig.

Mardi 1^{er} décembre 2015

Ma première réunion à Paris est avec Nicolas Sansu, président de notre commission d'enquête sur la baisse des dotations aux collectivités. Claude Sturni et François de Mazières ne peuvent être des nôtres, bloqués par des problèmes de circulation. C'est donc seul que j'expose les points qui me semblent devoir être mis dans le rapport de notre ami Nicolas Sansu. Nous arrivons au terme de ce travail, un travail tout à fait passionnant. A midi, j'ai invité mes trois collègues socialiste, centriste et sénateur républicain avec lesquels je m'envolerai dimanche pour la Réunion afin de rencontrer l'administration des Terres Australes et de visiter l'îlot de Tromelin. Le contact est comme à chaque fois chaleureux et sympathique et laisse présager un agréable voyage.

Dimanche 6 décembre 2015

Après avoir été présent en circonscription et avoir assisté au dernier meeting de la campagne de Philippe Richert à Truchtersheim, le grand jour est arrivé. A 8 heures du matin, j'ouvre mon bureau de vote que je tiendrai quasiment jusqu'à midi. La participation est molle, mais les concitoyens hyper agréables.

13 heures 50. Je pars pour la gare d'Entzheim où je laisse ma voiture. TER jusqu'à Strasbourg, TGV jusqu'à Paris, taxi jusqu'à Orly, vol de nuit pour La Réunion. Pour la première fois, je ne dépouillerai pas un scrutin à Molsheim. Cela dit, je pars en sachant que le travail sera bien fait. A l'aéroport, je retrouve les députés Bleunven et Folliot et le sénateur Frassa. L'avion décolle à 20h55. Jusqu'à ce moment très précis, nous consultons de manière compulsive nos smartphones afin de connaître les résultats dans les 13 méga-régions. En ALCA, le résultat est épouvantable : le FN a plus de 10 points d'avance. Tous mes capteurs laissaient indiquer un tel résultat mais jamais je n'avais imaginé que l'écart serait à ce point humiliant.

Lundi 7 décembre 2015

Le vol de nuit a duré 13 heures. Le service à bord du vol Air France a été absolument parfait. Cela dit, à notre arrivée, nous attendons près d'une heure qu'on veuille bien nous remettre nos bagages. Une voiture nous attend, nous allons vers notre hôtel : une charmante ancienne maison coloniale dans un quartier de pêcheurs. Le lieu est magnifique. Une heure pour nous doucher et pour commencer à nous habituer à la moiteur et à la chaleur.

A 13 heures, nous sommes invités à déjeuner à la résidence de la Préfète des TAAF : Madame Pozzo di Borgo, qui nous reçoit dans sa magnifique résidence préfectorale : une grande maison coloniale malheureusement située juste à côté de la caserne des pompiers... toute l'après-midi, nous serons en réunion dans les bureaux de l'administration des Terres Australes où nous sont présentés les enjeux de cette administration de mission de 70 personnes. Le contact avec les équipes est immédiatement décontracté et sympathique : nous sentons la passion qui anime ces fonctionnaires au travail atypique et captivant. Le soir, retour vers l'hôtel : nous sommes totalement épuisés.

Mardi 8 décembre 2015

Une journée passionnante nous attend. A 7 heures, nous rencontrons dans les bureaux de la marine Denis Mehnert, commandant de la zone maritime et le directeur de la mer de la zone Sud Océan Indien. Deux sujets nous occupent : la protection des zones économiques exclusives afin qu'elles ne soient pas pillées par les pêcheurs du monde entier, et l'immense espace maritime sur lequel la France est, par convention internationale, en charge d'assurer la sécurité en mer. Vers 11 heures, nous visitons à quai la frégate de surveillance maritime *Le Floréal* où nous voyons des systèmes d'armement de générations très différentes et découvrons les missions très diverses de la marine : piraterie, migration, surveillance des ZEE, secours en mer, liaisons avec les îles des TAAF, présence militaire et « diplomatique »...

12h15 : moment d'excitation : nous visitons le Marion Dufresne, le bateau mythique des Terres Australes et Antarctiques Françaises. Le Marion repartira cet après-midi en direction des Kerguelen : nous découvrirons donc une vie intense pour préparer ce départ. Nous visitons le bateau des soutes au poste de commandement avant de déjeuner à bord. On nous présentera aussi la cabine proposée aux parlementaires lorsqu'un de ces derniers trouve cinq semaines pour faire la tournée des Terres Australes entre les quarantièmes rugissants et les cinquantièmes hurlants, l'une des zones maritimes les plus redoutables au monde.

Après ces visites, nous sommes censés retourner à l'hôtel. Toutefois, notre collègue Folliot, parlementaire en mission chargé d'un rapport sur l'îlot de Clipperton dans le Pacifique Nord a proposé une réunion de travail supplémentaire avec l'administration des TAAF sur le sujet. Il propose d'ajouter un sixième district à cette administration et de lui confier les eaux

territoriales inhérentes à cet espace. Pendant trois heures alors que la nuit est tombée, nous étudierons tous les aspects de cette proposition, cela nous fera rentrer tard à l'hôtel une fois de plus très fatigués.

Mercredi 9 décembre 2015

C'est le grand jour. A 6h15, nous quittons l'hôtel pour l'aéroport de Saint-Denis. La route entre Saint-Pierre et Saint-Denis est évidemment terriblement encombrée, La Réunion connaissant un important problème d'infrastructures. A 9 heures, nous sommes accueillis sur la zone militaire de l'aéroport où nous attend un Casa, nouvel avion de transport militaire construit en Espagne. L'avion est spartiate mais notre bonheur de monter à bord est immense. Dans sa vaste soute dotée de bancs latéraux, nous voyageons pendant 1 heure 30 avant d'arriver sur l'îlot de Tromelin, destination de notre voyage. Le moment sera pour nous émouvant lorsqu'avant de virer de bord, nous découvrirons par un hublot cette petite île plongée au cœur de l'Océan Indien. Revendiquée par Maurice, cette île de 1,4 km de long, de 700 mètres de large et dont le point culminant atteint 8 mètres, permet à la France de disposer d'une zone économique exclusive de 280 000 km² à comparer aux 349 000 km² de ZEE des côtes métropolitaines. L'îlot de Tromelin est connu pour le naufrage d'un bateau négrier en 1761. Les survivants blancs, avec les restes du navire, reconstruiront un bateau plus petit qui leur permettra de repartir vers Madagascar. Ayant obtenu le soutien des esclaves noirs, ils leurs promettent de venir les chercher. Cela ne sera fait que quinze ans plus tard : il ne restera alors sur l'îlot que quelques survivants et un bébé né sur place. L'Histoire des oubliés de Tromelin a été magnifiquement écrite par Irène Frain que nous avons auditionnée précédemment dans notre mission.

L'accueil des trois salariés permanents des TAAF est enjoué : ces hommes vivant seuls ici coupés du monde sont heureux d'avoir de la visite et de recevoir leur patronne. Leur bâtiment est spartiate mais doté d'un étage car lors des grosses tempêtes, des paquets de mer traversent l'île. Nous faisons le tour de l'île écrasée de chaleur et découvrons un paradis pour oiseaux. Ce lieu est avant tout une réserve de biodiversité magnifiquement protégée par l'administration des TAAF. Nos robinsons des temps modernes nous ont préparé un délicieux repas et c'est avec beaucoup de bonheur qu'ils répondent à toutes nos questions sur leur vie dans ce lieu à la fois magique et désespérant. Je retiendrai de ce lieu la puissance de l'océan qui déplace régulièrement des langues de sable. Je garderai l'image de ces petites tortues qui n'ont pas survécu après la ponte et à leur course vers la mer. Je garderai en mémoire le bruit de ces oiseaux que je ne reverrai jamais qui ont comme caractéristique de n'avoir aucune crainte de l'homme et que vous pouvez approcher à quelques centimètres.

Le souvenir du décollage sur la piste de coraux compactés gardera pour moi le goût d'une petite aventure. Mais s'il y a une seule image qui flottera dans mon esprit, c'est celle de l'ancre de l'*Utile* qui dépasse de l'eau depuis 1761 et qui résiste à l'usure de la mer pour témoigner du martyr des marins bretons et des esclaves malgaches que l'ambition et la folie

des hommes ont conduit jusqu'à cet îlot de désolation où on ne trouve au mieux qu'un peu d'eau saumâtre et où aucun arbre endogène n'a trouvé la force de pousser.

A chaque instant de présence, j'ai eu le sentiment de vivre un rêve et j'ai bien mesuré la chance que j'avais de pouvoir être ici. C'est peut-être la contrepartie d'un travail et de nombreux sacrifices, mais je sais aussi les privilèges dont je jouis.

Jeudi 10 décembre 2015

Dernière journée à La Réunion. Nous nous rendons dans les bureaux des TAAF : discussions avec la Préfète, le secrétaire général, le directeur scientifique dont la passion et le niveau de connaissance ne cessent de m'étonner. Madame la Préfète a mis sa voiture et son chauffeur à notre disposition. Il nous amène à la Préfecture de région où nous sommes reçus par le Préfet de la Réunion, délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. 1 heure 20 de discussion passionnante sur la mer et les TAAF bien sûr, mais aussi sur un autre sujet qui me passionne : les collectivités locales. La Réunion, c'est 830 000 habitants, 24 communes et demain seulement 4 grosses intercommunalités. En revanche, sur une même île coexistent deux assemblées : un conseil départemental et un conseil régional : c'est juste ridicule.

16h30. Nous sommes reçus pour un entretien qui va durer 2 heures 20 par le Général de Brigade Franck Reignier, commandant supérieur des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI). La caserne Lambert, où nous sommes accueillis, est aussi immense que magnifique. L'entretien sera passionnant et portera sur les missions des FAZSOI dans tout l'Océan Indien et les mers australes. Je découvrirai la notion de diplomatie militaire et pourrai mesurer les difficultés liées à la baisse des crédits militaires. Mais surtout, le Général ayant eu de nombreuses autres missions, nous aborderons les sujets les plus complexes du moment, sujets sur lesquels j'apprendrai des choses qui contribueront à éclairer mes jugements. Je crois que rarement j'aurai appris autant de choses au cours d'un entretien.

Nos valises étant dans le coffre, nous partons directement pour l'aéroport où nous souffrons pour la dernière fois de la chaleur et de la moiteur. A 22 heures, les roues de notre Boeing quitteront le sol de La Réunion, quatre jours après y être arrivés, quatre jours de travail intense, quatre jours de découvertes, quatre jours de passion peut-être. Peut-être les plus beaux jours de ma vie de parlementaire.

Vendredi 11 décembre 2015

Notre avion arrivera à 6h35 heure locale après un vol encore très agréable. Je prends la correspondance pour Strasbourg, j'arriverai à la maison vers 10h. A 14h tapantes, je suis à mon bureau où une vraie petite montagne de problèmes m'assaille. Le soir, j'irai directement remettre les médailles du travail lors de la soirée organisée par l'Amicale du Personnel de la Ville. Pas de décalage, pas de temps de repos, à chaque fois retour le plus direct vers les problématiques et les dossiers : cela évite les transitions un peu molles.

Dimanche 13 décembre 2015

Deuxième tour des élections régionales. Comme tous mes amis élus, j'ouvre mon bureau de vote à 8h tapantes. Sur les 650 personnes qui viendront voter dans ce bureau, j'en saluerai personnellement plus de 400 : j'apprécie ce contact avec nos concitoyens qui m'ont manifesté au cours de la journée, je le ressens comme tel, une petite part d'affection. Le soir, deux sentiments m'animent profondément :

- Le soulagement de voir le Front National assez sévèrement éloigné de la direction de l'ALCA ;
- Une infinie tristesse car je le sais bien, si ce soir ce n'est pas la fin de l'Alsace, c'est la fin de l'Alsace institutionnelle, ce qui constituera à moyen-terme un drame pour elle.

Ce soir, gloire aux vainqueurs. Cela dit, qu'ils ne confondent pas leur score du premier tour avec le score du « front anti-front » de ce soir. Souhaitons simplement aux nouveaux élus qu'ils fassent du bon travail au service de toute la communauté et dans le respect des identités de nos trois régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne.

Mardi 15 décembre 2015

11h15. Réunion du groupe en présence de nos deux vainqueurs Valérie Pécresse en Ile-de-France et Laurent Wauquiez en Rhône-Alpes-Auvergne. Je salue aussi Marc Le Fur, candidat en Bretagne, battu par le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. Sarkozy est présent, posé, brillant, assumant tout. Fillon, comme beaucoup d'autres députés, fait une excellente intervention. Parfois, le fusil à tirer dans les coins sort un peu. C'est surtout Bruno Le Maire qui prend un peu, ayant profité dimanche soir de certains résultats pour demander un renouvellement au-delà des personnes de l'ancien président et de l'ancien Premier Ministre. Le député-maire d'Orléans, Jean-Pierre Gorges, demande que ce renouvellement exclue les anciens ministres, ce qui fera de la place à beaucoup de nouveaux candidats. L'intervention fait rire toute la salle, sauf Bruno Le Maire. A noter que pour la première fois depuis près d'un an et demi, Copé prend la parole : son retour sur scène se précise : on sent l'homme requinqué et dans les starting-blocks.

La grande affaire de la matinée est celle de la date des primaires. Faut-il les avancer pour éviter pendant un temps trop long de donner l'impression d'un déchirement public aux Français ? On dit souvent que l'homme est le produit des situations. Ceux qui se sentent forts devant les militants excluent ou plaident pour un avancement de la date des primaires, ceux qui sont plus en retrait, et qui ont plus besoin de temps pour se construire, souhaitent qu'elles restent fin novembre 2016.

Mercredi 16 décembre 2015

Cette dernière journée à l'Assemblée est relativement calme. Commission du développement durable ce matin, questions au Gouvernement cet après-midi et quelques heures de travail tranquilles dans mon bureau. Je partirai ce soir à jour de tout, le bureau bien rangé comme je l'aime. Cela dit, je partirai le cœur lourd. Il y a un an exactement, lors de la dernière séance, nous avons voté la création des grandes régions induisant la disparition institutionnelle de l'Alsace. Les élections viennent d'avoir lieu et déjà nos amis se complaisent dans un lit qui n'est pas le nôtre.

Dans quelques jours, l'Alsace aura disparu : fini, terminé. Avons-nous planté le dernier clou du cercueil de notre région ? Bien sûr, l'Alsace ne disparaîtra pas, mais sans collectivité pour la porter, qui peut croire que son avenir peut être rayonnant ?

Jeudi 24 décembre 2015

Afin d'être à jour dans mon travail de maire, j'ai décidé de ne pas m'arrêter entre Noël et le jour de l'An. Les heures au bureau sont apaisées, tranquilles et les journées moins longues que d'habitude. Le 24 décembre, je suis à 17 heures sur la place de l'Hôtel de Ville pour présenter cette manifestation qui s'appelle « Chantons sous le sapin » : la chorale de notre école de musique, le Chœur d'Homme, l'embrasement de la Metzsig, puis la distribution de vins chauds et brioches par des bénévoles du comité des fêtes, le tout dans une ambiance si différente de tout ce que nous connaissons le reste de l'année.

Ce soir, après un passage dans la famille à Colmar, je serai à la messe de minuit où nous serons protégés par trois gendarmes armés. Jamais je n'aurais imaginé cela dans une petite ville comme Molsheim.

Samedi 2 janvier 2016

La circonscription comporte 79 communes, 53 organisent une cérémonie des vœux. L'an passé, au prix d'un périple parfois épuisant, j'ai pu être présent à 35 cérémonies de vœux. J'essaierai d'en faire autant cette année, sans compter la remise de la galette des rois, quelques repas de personnes âgées. J'adore cette période de l'année mais j'en sors généralement totalement « cuit ». J'aime écouter les discours des maires qui parlent avec tant d'amour de leurs communes, de leur travail et de leurs projets.

L'addition de ces cérémonies constitue pour moi une source d'informations absolument remarquable, sans oublier parfois un contact privilégié avec nos concitoyens. Le plus fatigant dans ce mois de janvier n'est pas de m'exprimer en public, ni même les journées particulièrement longues, mais les centaines et centaines de kilomètres que j'enchaîne au volant de mon Scénic.

Mercredi 6 janvier 2016

Ce soir, ce sont les vœux à Molsheim. C'est le seul discours de l'année que j'écris. Le reste du temps, je laisse libre cours à mon esprit, parfois avec réussite, parfois de manière un peu aléatoire. En 34 minutes, je livre mes analyses sur la guerre contre le terrorisme, le surendettement, le déclin économique de la France, sur notre territoire, notre communauté de communes et la Ville de Molsheim. Je parle sans fard de la région, disant que je faisais confiance à Philippe Richert pour gérer efficacement l'argent public et rappellerai mon attachement au seul projet pertinent qui doit être notre horizon : le Conseil d'Alsace. Mon analyse du premier tour du scrutin : 25,83% pour une liste d'union Les Républicains-UDI-Modem-Société civile constituait une contre-performance que j'imputais totalement au décalage entre les attentes de l'électorat et les discours pro-Grande Région. Ma liberté de ton ne sera pas sans conséquences pour les élections internes à notre mouvement politique.

Samedi 9 janvier 2016

Ce week-end, je participerai à 16 cérémonies de vœux, répondrai à l'invitation à dîner d'un couple d'amis à Molsheim, sans oublier le repas des personnes âgées de notre ville où j'irai saluer à leur place chacun des 330 convives. Le samedi 9 janvier, la journée aura commencé à 8 heures par le bureau de la communauté de communes, et je rentrerai le lendemain matin à 1 heure. 17 heures d'affilée avant une courte nuit : que du bonheur !

Lundi 11 janvier 2016

En ce jour, à 16 heures, au siège des Républicains, les candidats aux présidences départementales doivent avoir déposé leurs candidatures et parrainages. Sans complexité particulière, nous avons réuni environ 150 parrainages à mon nom (177 au final). J'ai découvert dans la presse qu'un jeune candidat était apparu. Grâce au soutien de Fabienne Keller et de quelques autres élus, il a réussi à réunir les parrainages nécessaires. Bien sûr, la démocratie doit pouvoir s'exprimer, mais je suis sidéré par la mentalité de ces élus qui demandaient notre soutien pour les sénatoriales et qui montent des coups dans le plus grand secret. Est-ce cela la politique ? J'ai reçu aujourd'hui un coup de fil amical de Bruno Le Maire m'encourageant et m'apportant son soutien, ayant eu vent de l'affaire. Il tenait à me manifester son amitié, ce que j'apprécie beaucoup.

Mardi 12 janvier 2016

C'est jour de rentrée des classes à l'Assemblée Nationale. J'ai décidé de faire un gros travail pour régler un maximum de choses qui ont atterri sur mon bureau. J'arrive à l'Assemblée à 8 heures. Ma première réunion étant à 11h15, un gros coup de collier me permettra d'avancer très vite.

A midi, je déjeune à la table de Nicolas Sarkozy avec quatre autres députés. Mon impression reste la même : une centrale nucléaire, un talent immense, et une capacité à ne pas prendre de gants et à sortir des us et coutumes politiques, ce qui lui coûte très cher.

Nous rentrons tous les cinq en métro.

A 15 heures, questions au gouvernement. Je m'installe à côté d'Antoine Herth au premier rang. Je suis à 3 mètres de Manuel Valls qui répond à de nombreuses questions. Située entre nous, Marisol Touraine ne cesse d'échanger des SMS, Najat Vallaud-Belkacem lit ses notes et George Pau-Langevin boit les paroles de ses collègues et notamment du Premier Ministre. La séance est assez calme mais le jeu des postures reprend déjà. Nous apprenons par le ministre de l'Intérieur que onze attentats majeurs ont été déjoués au cours de l'année 2015. Une question sur une horrible agression antisémite à Marseille (une fois de plus, un jeune s'est radicalisé seul par Internet) reste sans réponse sur cette problématique. Chose importante : nous apprenons que 250 djihadistes sont déjà rentrés de Syrie et d'Irak. Certes, ils sont déjà suivis par la police et parfois la justice, mais le Gouvernement refuse toujours le principe même de rétention administrative. Encore une mesure qui sera peut-être adoptée après un prochain drame.

Assis au premier rang, en me retournant je vois Xavier Bertrand. Nous échangeons paisiblement, lorsqu'il me dit que c'est aujourd'hui sa dernière séance après 13 ans de présence à l'Assemblée. Je constate un peu d'émotion et je regrette de voir partir de l'hémicycle cet homme, que j'apprécie pour sa vraie gentillesse et une intelligence très réelle. Puis, tout à coup, il s'emporte en me livrant une analyse sur la pratique politique : « *Tout doit changer : moi, je vais faire ceci, moi je vais faire cela.* » Voilà un président de grande région qui, parce qu'il a été sous le feu des médias pendant quelques jours, donne une dimension majeure à sa mission et à son rôle mais ne sait pas encore qu'il est un roi presque nu tant les compétences des régions sont modestes et si peu en prises avec les aspirations des citoyens. Xavier fera très bien son travail, mais il n'a pas encore tout à fait digéré sa victoire...

Mardi 19 janvier 2016

Le TGV de 7h16 devient clairement le moyen de déplacement des parlementaires vers Paris. J'y vois les députés Sturni et Bies, les sénateurs Kennel et Kern. Il me semble y voir aussi le maire de Strasbourg. Arrivé à l'Assemblée, je commence par 2 heures et demi de travail très intense au bureau. En réunion de groupe, je croise Bruno Le Maire et le remercie pour son soutien sympathique à ma candidature pour la présidence des Républicains du Bas-Rhin. Cette élection tourne d'ailleurs un peu au pugilat : je découvre qu'il y a du règlement de comptes à tous les étages et d'abord à Strasbourg autour de Fabienne Keller, dont les stratégies politiques me semblent étonnantes. J'apprends aussi que près de 90 nouveaux adhérents ont été enregistrés, moitié à Strasbourg, moitié à Lingolsheim, entre le 24 et le 31 décembre. Ce sont des méthodes minables.

Mercredi 20 janvier 2016

Surprise ! Je suis retenu pour poser une question au Gouvernement mercredi après-midi. J'apprends cela le matin à 11 heures. Cela dit, ma question est prête et ne demande plus que quelques adaptations mineures. A 14h30, je reçois un premier coup de fil. C'est un membre du cabinet du ministre des relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen. Son objectif est de connaître la thématique afin de permettre au ministre qui répondra de préparer ses arguments. Certains collègues donnent des informations complètement fausses. Je me refuse à le faire et répond simplement que ce sera le ministre des transports ou le ministre des collectivités qui sera amené à me répondre.

Deux minutes après, c'est une collaboratrice du ministre des transports qui m'appelle. Charmante, sur un ton complice, elle essaye d'en savoir plus : dossier local ou dossier national ? Je lui dirai que le dossier est national. Début de soulagement pour elle. Route ou rail tente-t-elle encore ? Je n'en dirai pas plus. Ma question porte en réalité sur la dégradation du réseau routier, notamment en raison de la baisse des dotations de l'Etat aux départements et aux communes.

15h35. Je pose ma question. Le ministre me répond avec courtoisie, mais évoque les crédits d'entretien des routes nationales qui représentent 2% du linéaire de route. Quand on est en difficulté, une pirouette et la pilule passe.

Mardi 26 janvier 2016

J'ai appris la veille que dans le cadre de la présentation de son livre, Nicolas Sarkozy invitait les parlementaires et les cadres de la fédération à déjeuner avec lui. Je suis à Strasbourg et répond au final favorablement à l'invitation.

L'ancien président est d'une détermination sans faille. J'ai souvent marqué mon admiration pour celle-ci et pour sa capacité d'analyse des grandes questions de ce monde. Au cours de ce repas, je retrouve chez lui ce côté « castagne » (au sens où le chantait Nougaro) qui je l'avoue me séduit un peu moins. Depuis que je le vois assez régulièrement, je comprends mieux les réactions que suscite Nicolas Sarkozy : on l'aime ou on le déteste, mais ce personnage ne laisse pas indifférent. Certains voient chez lui la détermination, l'engagement et le courage, et l'adorent pour cela. D'autres voient chez lui la transgression, le rejet du système et le bagarreur, et le rejettent pour cela. Libre à chacun de se faire son opinion, mais force est de constater que l'homme est très loin de ressembler au reste de la classe politique.

Mercredi 27 janvier 2016

Je ne suis pas dans l'hémicycle, je ne suis pas venu cette semaine à Paris et reste en Alsace pour préparer les élections internes de la fédération Les Républicains, étant candidat à la présidence.

Ce matin, Madame Taubira a présenté sa démission. Cet après-midi, je raterai un grand moment : mon collègue Philippe Martin, ancien ministre de l'environnement, lui rendra hommage générant dans les rangs socialistes une *standing ovation*, le premier ministre faisant une tête hallucinante teintée d'agacement et de colère.

Mon actualité est donc d'être candidat à la succession d'André Reichardt : c'est la secrétaire départementale Bernadette Thiebaut qui m'a sollicité la première. Plusieurs cadres m'ont encouragé : je n'ai à titre personnel rien d'autre à retirer de cette éventuelle présidence que des coups à prendre et la volonté de vivre une expérience nouvelle. J'ai déclaré ma candidature dès l'été 2014. Mon collègue Patrick Hetzel avait exprimé le souhait d'être candidat, se retirant en cours de route, peut-être un peu effrayé par la perspective d'un combat fratricide. Peu de temps avant Noël, j'ai découvert que le jeune élu d'Illkirch-Graffenstaden, Thibaud Philipps, allait lui aussi être candidat. J'en avais été surpris. J'ai encore été plus surpris quand j'ai appris que cette candidature avait été suscitée, puis soutenue au sein du cabinet parlementaire de Fabienne Keller avec qui j'entretiens les meilleures relations du monde. J'ai vite compris que l'enjeu était un rapport de force à Strasbourg avec les anti-Keller qui me soutiennent tous. Dans ce petit jeu, Yves Bur, Sophie Rohfritsch et son attaché parlementaire vont prendre une place surprenante. Opposés à certains de mes soutiens, les voilà en scène pour me faire échouer dans ma démarche. Puis, tout d'un coup, voilà que la circonscription de Saverne s'agite. Mon collègue Hetzel, directeur de campagne de Philippe Richert, aurait été vexé de mes propos sur le très faible score de nos listes au premier tour des régionales. Le maire de Saverne gère lui toujours sa guerre de Cent Ans avec son prédécesseur Thierry Carbiener et semble toujours me reprocher d'avoir soutenu Michèle Eschlimann, maire de Wasselonne, lors des dernières élections départementales. Me voilà donc face à une situation inédite et surprenante de gens qui me sourient tous et qui ont décidé de sortir les couteaux.

Honnêtement, je savais que j'allais gagner cette élection, grâce au soutien loyal et honnête d'Antoine Herth, de Justin Vogel, d'Anne Sander et d'André Schneider, grâce au soutien de nombreux cadres et militants qui aspiraient à mon élection, mais ce qui devait être juste une transition facile se sera transformée en une vraie campagne car lorsqu'on s'engage, seule la victoire est belle.

Samedi 30 janvier 2016

Je décide de passer la journée au bureau de vote de notre circonscription. Nous sommes la plus petite circonscription du Bas-Rhin en nombre d'adhérents. Néanmoins, avec 111 votants, nous serons celle où la participation a été la plus importante. Je serai très heureux au moment du dépouillement d'obtenir près de 94% de bulletins en ma faveur. C'est le résultat qui me touchera le plus, comme je serai très étonné d'avoir gagné à Strasbourg malgré le formidable engagement de Fabienne Keller qui devrait peut-être mieux réfléchir à ses actes et à sa manière de faire de la politique. Au final, j'obtiendrai 74%, ce qui dépasse largement mes pronostics. Chose surprenante : je recevrai un coup de fil personnel de Nicolas Sarkozy : « *Mon Laurent, je te félicite pour ce très beau résultat.* » Jean-François Copé lui-aussi

m'appellera pour me féliciter : « *Laurent, comment vas-tu ? Ça me fait plaisir pour toi !* ». Bruno Le Maire m'avait appelé avant les élections pour me soutenir, il me rappelle après pour me féliciter. Ça sent les primaires, mon seul engagement pour l'heure est de tout faire pour les organiser dans les meilleures conditions dans notre département.

Mardi 2 février 2016

Réveil aux aurores, avion du matin. 8h20 : arrivée à l'Assemblée Nationale. Cette journée sera particulièrement lourde.

A 10 heures, j'interviens dans l'hémicycle pour poser une question au Gouvernement sur le faible investissement dans les réseaux d'eau et d'assainissement. C'est la Secrétaire d'Etat en charge des droits des femmes, Pascale Boistard, qui me lira la réponse du Gouvernement. Je prendrai ensuite le café avec quelques députés pour discuter autour de Jean-François Copé de son ouvrage : *Le Sursaut français*.

A 11h15, la réunion de groupe tournera exclusivement autour de la ratification de la réforme constitutionnelle voulue par le Président de la République sur la déchéance de la nationalité. Le texte ne cesse de changer : il y a ceux qui y voient un piège politique de François Hollande, il y a ceux qui sont des puristes du droit constitutionnel. A titre personnel, je prends la parole pour répondre à François Fillon qui ne veut pas voter ce texte en lui disant que les Français nous en feront le reproche s'il devait y avoir d'autres attentats.

En fin d'après-midi, je ré-interviens dans l'hémicycle sur le texte inhérent à l'économie bleue présenté par mon collègue de commission Arnaud Leroy. J'ai obtenu un temps de parole très réduit de 5 minutes en discussion générale pour parler des Terres Australes et de la Marine nationale. Le président de séance m'interrompra : mon intervention étant mal calibrée, j'ai malheureusement été trop long.

Dès ma descente de la tribune, je file au groupe d'études sur la filière brassicole où nous auditionnons deux intervenants : l'un sur le rapport brasseurs – centrales d'achat des grandes surfaces, l'autre sur la production de houblon en France. Je suis heureux en écoutant les uns et les autres de voir qu'en Alsace, nous ne sommes pas et de loin les moins bons.

Mercredi 3 février 2016

8h30 : Petit-déjeuner avec l'ambassadeur de Slovaquie dans le cadre du groupe d'amitié France-Slovaquie dont je suis membre. Mes collègues socialistes prennent une vraie leçon : « *Nous aimons beaucoup la France, mais notre vision c'est que lorsqu'un engagement est pris, il doit être tenu. [...] En Europe, on ne peut pas vouloir imposer des règles et être une exception soi-même : il faut lutter contre les déficits...* » Autant de messages passés sur le ton de la confiance mais qui font mal au regard des politiques du Gouvernement qu'ils soutiennent.

Vers 13h45, je prends le métro et me rends dans une boutique pour acheter des costumes. Mon collègue Straumann qui partage avec moi une certaine rondeur corporelle m'a indiqué l'adresse d'une boutique qui se révélera être extrêmement sympathique. Nous sommes en période de soldes et acheter des fringues est l'une des choses que je déteste le plus. C'est la raison pour laquelle quand j'entreprends ce type de démarche, il faut qu'elle soit utile. Je n'achète donc pas un costume, mais trois, ainsi que des pantalons et une veste. J'espère en avoir terminé pour l'année de ce type de moments.

Il me reste une trentaine de minutes avant la séance de questions au gouvernement. Je reviens à pied par la Madeleine, traversant la Concorde puis la Seine avant d'arriver devant les colonnades de l'Assemblée Nationale. Tant que les volets sont ouverts, l'hémicycle est ouvert. Dès la fermeture de l'hémicycle, les volets intérieurs en bois sont refermés. Cette vieille tradition de près de deux siècles me fait sourire. La circulation est très intense, et ce qui me fait moins sourire est le jeu des cortèges officiels de nos ministres qui convergent vers l'Assemblée. La circulation est arrêtée, les motards poussent sans ménagement les chauffeurs dont les véhicules empêchent l'avancée « des excellences » de la République. Un jour, on m'a expliqué que c'est avant tout pour des raisons de sécurité que les voitures ne s'arrêtent pas aux feux. Je veux bien croire que c'est le cas pour les 5 ou 6 ministres importants du pays, mais pas forcément pour tous ces inconnus à l'ego surdimensionné.

Mardi 9 février 2016

J'ai pris ce matin le célèbre train de 7 h16 à Strasbourg. Contrairement à l'habitude, je ne vois pas d'autres parlementaires que Guy-Dominique Kennel.

10h30 : je participe à ma première réunion dans le bureau de Jean-François Copé. A mon arrivée, une grosse quinzaine de parlementaires sont déjà présents. Cette réunion est un moment rare car hier, les enquêteurs de l'affaire Bygmalion ont fait savoir à Jean-François Copé qu'il ne serait pas mis en examen dans cette affaire. Rappelons que c'est pour celle-ci qu'il a été obligé de démissionner de la présidence de l'UMP, lynché tant par les médias que par beaucoup de parlementaires. L'homme est rayonnant, souriant, virevoltant. Il veut être candidat à la primaire, il a cela dans le sang. Il sait son honneur lavé. Pour autant, y a-t-il une appétence à revoir aujourd'hui Jean-François Copé dans la course ? Les mois à venir le diront.

11h15 : demain nous voterons, en première lecture, pour ou contre la réforme constitutionnelle voulue par le Président de la République. Lors des cérémonies des vœux, j'ai dit que je voterai pour ce texte et je le ferai. Mais le chemin parcouru depuis les propos du président de la République et le texte amendé par les parlementaires socialistes me rend la potion amère. Depuis trois ans et demi, la politique de la France se fait au gré des spasmes du parti socialiste, de ses groupes, de ses courants, de ses ailes, de ses personnalités diverses et variées. Est-ce mieux à droite ? Je pense que oui. Nous nous déchirons tant que nous n'avons pas de chef, mais dès que celui-ci sera choisi, il nous appartiendra de faire bloc derrière lui ou derrière elle. D'ailleurs, dès son élection, nous l'avons tous soutenu et depuis toujours.

Les débats ce matin sont vifs. Je sens le groupe scindé : aucun argument n'est médiocre. Tous les leaders montent au créneau. Ceux qui sont contre : Fillon, Mariton, Devedjian, Kosciusko-Morizet ; ceux qui sont pour : Jacob, Copé, Le Maire, Estrosi. Une fois de plus, Nicolas Sarkozy qui est présent est très brillant, mais appuie trop fermement sur le choix qui lui semble être juste. Le premier intervenant de la matinée après le président du groupe aura été Jean-François Copé, avant de s'exprimer sur le fond, il rappelle qu'il vient d'être lavé dans l'affaire Bygmalion et que c'était pour cette affaire qu'il avait été poussé à la démission de la présidence de l'UMP. Il remercie ceux qui lui ont témoigné de l'amitié lors de cette période difficile et assure les autres qu'il ne garde pas de rancune. Pendant ce temps, je regarde Nicolas Sarkozy dont le visage est impassible, détourné de l'orateur. Quelques instants plus tard, le président des Républicains me fera un petit salut amical que je trouverai très sympathique. Avant d'entrer dans la salle du groupe, je suis tombé sur Bruno Le Maire qui me sonde sur mon orientation quant au vote. Je lui explique ce que j'ai l'intention de voter. Nous sommes heureux de partager le même point de vue.

15h50 : pendant la séance des questions, Maître Collard, du Front National, indique que son parti est désormais pris pour cible par Daech et demande si le Gouvernement envisage des mesures de protection. Situé à quatre mètres de lui, je vois sa réaction lorsque les sarcasmes se dégagent des rangs socialistes. Mes collègues ont tort, on ne devrait pas plaisanter avec cela. Pour moi, les Socialistes abîment notre pays et d'abord son économie, l'extrême droite ne peut représenter une alternance crédible tant son programme économique est fou furieux. Mais la démocratie suppose d'abord de ne pas être inquiet pour la défense de ses idées. Heureusement, Manuel Valls, saisissant le risque de confusion, répond avec un calme olympien et trouve des mots justes pour que l'affaire ne s'emballe pas. Le pays n'a pas besoin de cela actuellement.

21h45 : ce soir, c'est séance de nuit. Discussion de l'article 2 de la loi constitutionnelle protection de la nation. L'article concerne la déchéance de la nationalité. Ayant dit que je voterai, je le ferai. Mais tant ce matin en groupe que ce soir dans l'hémicycle, j'entends les arguments des deux bords, et aucun ne me semble infondé. Dans les rangs, je discute avec des députés de mon parti qui sont tout aussi sincèrement pour ou contre. Les opposants de gauche sont remontés comme des coucous et certains ne se cachent même pas de vouloir infliger un camouflet à Messieurs Hollande et Valls.

Pendant le repas qui précédait, un ancien ministre de l'actuel Président nous reprochera même de servir de béquille à Hollande, ce qui est juste hallucinant.

Arrive enfin le moment du vote : 332 députés sont dans l'hémicycle à cette heure très tardive, proche de minuit. Le texte sera acquis par 162 voix contre 148. Demain, nous voterons en vote solennel sur la totalité du texte. Ce vote indique clairement que si le texte peut être adopté, il n'a aucune chance d'atteindre les 3/5èmes au Congrès de Versailles. Ce soir, Manuel Valls, qui présente le texte au nom du Gouvernement et qui est présent, dormira mal. Et François Hollande n'a pas de quoi être fier : sa majorité est en charpie, elle n'est plus tenue que par l'instinct de survie. La soupe comme dirait le Général de Gaulle.

Minuit trente : je quitte l'hémicycle harassé et vais dormir du sommeil du juste dans mon bureau.

Mercredi 10 février

Après une Commission où nous auditionnons l'ancien PDG de Renault, Louis Schweitzer, Commissaire général à l'Investissement, je me rends au Sénat où je suis l'un des deux députés représentant le groupe les Républicains à la Commission mixte Paritaire inhérente à la loi relative à la prévention et à la lutte contre l'insécurité dans les transports publics. Clairement, le texte adopté par le Sénat et celui adopté par l'Assemblée nationale diffèrent. Soit nous trouvons des points d'accord et le texte sera adopté par un vote définitif, soit ce n'est pas le cas et le texte repart pour une nouvelle lecture dans chacune des assemblées. Un travail très productif est fait sous l'égide de Philippe Bas, sénateur président de séance qui nous permettra d'avancer sereinement. Sur ce texte technique, droite et gauche, députés et sénateurs trouveront un point d'équilibre. Chose étonnante pour moi, je fais changer la rédaction de deux articles sur des points certes pas hautement stratégiques, mais j'en suis heureux.

Dès notre retour à l'Assemblée, Questions au Gouvernement puis sans interruption de séance, explications de vote puis vote, sur le projet de loi constitutionnel de protection de la nation voulu par le Président de la République. L'hémicycle est plein et la tension palpable. Que va-t-il se passer ? Au final, 317 députés voteront pour, 199 voteront contre, 51 s'abstiendront. La majorité des deux tiers pour la réforme constitutionnelle reste possible, mais le prisme devient étroit. Ce texte ira-t-il jusqu'au bout ? Je n'en sais rien, quoiqu'il en soit, comme je l'ai annoncé en circonscription, j'ai voté pour car même s'il est symbolique, face aux attentats, on n'est ni de droite, ni de gauche, on est Français.

Mardi 16 février 2016

A mon arrivée le matin, après un peu de travail au bureau, réunion de groupe. Nicolas Sarkozy n'est pas là, il est interrogé par les juges. Ses amis sont mortifiés, ceux qui soutiennent d'autres candidats pleurent des larmes de crocodile. Mon Dieu, la politique ça ne peut pas être ça. Une chose me fait bonheur : en fin de réunion, nous abordons le sujet de l'application de la réforme hospitalière, et nous sommes cinq députés à prendre la parole successivement sur le sujet. Même si j'ai quitté les hôpitaux il y a 15 ans maintenant, je reste attaché à mon milieu professionnel d'origine.

A midi, je déjeune à la buvette avec Frédéric Reiss, Patrick Hetzel et le nouveau maire de Reims, Arnaud Robinet. Comme moi, Frédéric Reiss espère la création d'un Conseil d'Alsace après l'alternance. Arnaud Robinet ne souhaite pas que l'on change sans cesse les périmètres des régions, sa région d'origine Champagne-Ardenne étant une construction administrative plus qu'une réalité territoriale. Patrick Hetzel nous dit, ce qui me laisse totalement pantois, qu'une région peut exister sans structure administrative et politique.

14h15 : nous nous retrouvons dans le bureau d'André Schneider avec nos attachés parlementaires respectifs ainsi que celui de Jean-François Copé, candidat aux primaires depuis deux-trois jours. Avant même sa déclaration, il avait annoncé sa venue en Alsace le 2 mars et a demandé à André Schneider et moi-même d'organiser sa venue. Nous visiterons bien sûr la cathédrale, mais j'insiste pour lui faire découvrir la filière du chou ainsi qu'une cave viticole, car il s'agit là de deux volets de notre économie locale que nous ne savons que trop peu valoriser.

15h : Questions au Gouvernement. Le nouveau Gouvernement qui vient d'être constitué est là, donnant une image assez triste : Hollande voulait un pouvoir resserré, il a 38 ministres : l'un des Gouvernements les plus étendus de la V^{ème} République. Ayrault avait montré les dents sur la CSG progressive, il est promu ministre et se taira sur le sujet. La « zadiste » Emmanuelle Cosse est ministre du logement, juste pour empêcher Duflot d'être candidate aux présidentielles. Le radical Baylet redevient ministre 25 ans après, ses ennuis judiciaires étant terminés. Il est aussi nommé malgré ses défaites aux sénatoriales et à la présidence du département du Tarn-et-Garonne afin qu'il n'y ait pas de candidat radical à la présidentielle. Autre ministre radicale, Madame Pinel sort du Gouvernement pour exercer son mandat de vice-présidente de la région, ce qui fait rire tout le monde, connaissant sa proximité avec Monsieur Baylet. L'argument principal de l'entrée au Gouvernement de Jean-Vincent Placé est de suppléer la sortie de la ministre de la culture Fleur Pellerin pour que ce Gouvernement continue à représenter « toutes les couleurs de la France ». Mon Dieu, la politique ça ne peut pas être ça. Au cours des questions, Manuel Valls est interrogé sur le référendum de Notre-Dame des Landes. Le fier catalan, d'habitude si flamboyant, nous livre une réponse alambiquée. Pour la première fois, je sens le Premier Ministre coincé, déstabilisé. Sur ce dossier, les pouvoirs publics nous démontrent qu'on va de mal en pis, qu'il est toujours possible de faire pire que la veille et que l'argent public peut être gâché tant que l'intérêt politique prévaut. Mon Dieu, la politique ça ne peut pas être ça.

17h : je prends le métro pour aller chercher les trois costumes que j'ai achetés dans le quartier de la Madeleine. Je reviendrai à pied chargé comme un mulet. Pourtant, il fallait bien céder à cet impératif, non pas que je manquais de costumes, mais ils ont tous rétréci au lavage...

18h30 : pour moi, c'est un des moments les plus agréables : je reçois à l'Assemblée Nationale le recteur du Mont Sainte Odile, Patrick Koehler et son chapelain Jauffrey Walter. Nous visitons cette grande maison et dînons ensemble au restaurant de l'Assemblée avec Antoine Herth et Frédéric Reiss. Au-delà de l'amitié, cette soirée pour l'essentiel en alsacien est un vrai moment de bonheur.

20h30 : je quitte mes visiteurs quelques instants pour aller voter dans l'hémicycle la prorogation de l'état d'urgence. Fidèle à ma position de n'être ni de droite, ni de gauche sur la question de la sécurité, je vote ce texte sans état d'âme. Je trouve néanmoins dommageable

qu'il y a trois mois, nous ayons proposé au Gouvernement une période de six mois d'entrée de jeu, période qu'il avait refusée, ce qui l'oblige aujourd'hui à des gesticulations maladroitement.

Mercredi 17 février 2016

En commission du développement durable ce matin, nous abordons un problème surprenant : les dégâts de l'orpaillage illégal en Guyane. Ces méfaits sont principalement liés à un travail clandestin très organisé depuis les pays voisins du Brésil et du Suriname. Les dégâts sont considérables : nous sommes là pour écouter quatre intervenants : une responsable associative, la directrice adjointe du parc naturel Amazonien de Guyane, le commandant en second de la gendarmerie française, et surtout un chef traditionnel : Chimili Boussoussa, représentant de l'autorité coutumière de Papaïchton. Ce dernier ne s'exprime pas en français et dispose d'un traducteur. Cela dit, ses propos sont édifiants : « *Nous attendons de la France qu'elle règle le problème. Sinon, laissez-nous faire, nous saurons le régler...* » Le problème se situe en pleine forêt amazonienne. Dans les pays voisins, l'armée intervient de manière déterminée. En France, face à un problème de grande ampleur, nous gérons une crise avec des gants blancs, de belles théories et de règles établies depuis Paris. Bien évidemment, l'efficacité n'est pas au rendez-vous. Malheureusement, le système n'est pas capable de réagir : une leçon à tirer.

Lors des séances de questions au Gouvernement, je dis à mon voisin Claude Sturni que le jeune ministre Matthias Fekl a pris de l'assurance et a acquis un bon niveau. Claude n'est pas de mon avis. Cinq minutes après, une question est posée au Gouvernement, c'est Matthias Fekl qui répond avec une agressivité et une arrogance stupide : je suis gêné d'avoir tort, mais je suis surtout triste de voir un jeune talent céder à la caricature.

Depuis trois jours, je traîne une bronchite et je me décide enfin à aller au cabinet médical. A l'Assemblée, les choses sont très bien assurées : sur un simple coup de fil pendant les heures de travail, nous pouvons être reçus par un médecin salarié, en l'occurrence une dame extrêmement sympathique. Après la consultation, passage en pharmacie. En vingt minutes, tout est réglé. Certes, sept jours de traitement, mais quel confort d'avoir tous ces services à disposition. A bientôt 51 ans, je me rends compte que je n'ai jamais bénéficié d'un seul jour d'arrêt maladie. J'espère que cela durera encore longtemps : cela s'appelle peut-être la chance.

Jeudi 18 février 2016

Nous sommes jeudi et je suis resté à l'Assemblée Nationale car cet après-midi, je pose une question au Ministre des Transports, question sur le GCO posée au travers du prisme de la dernière déclaration de Manuel Valls sur Notre Dame des Landes. Il vient de dire cette chose sidérante : « *Comme l'évacuation des zadistes pourrait s'avérer difficile, il fallait donner une dimension démocratique supplémentaire au projet par le biais d'un référendum.* » En réalité, la situation est simple : entre les khmers verts du Gouvernement et les partisans du projet,

François Hollande a décidé de ne pas choisir pour privilégier sa candidature aux prochaines présidentielles, quitte à sacrifier un projet qui ne fait pas l'unanimité mais qui sur le principe a été validé, a déjà coûté des dizaines de millions d'euros, mais a aussi fait l'objet de recours juridiques désormais apurés.

Cette nuit aura été pour moi très longue. Le médecin de l'Assemblée m'a prescrit des médicaments pour soigner ma bronchite, dont un à base de pénicilline auquel je ferai une réaction allergique. L'envie de me gratter sur tout le corps, des douleurs articulaires et une toux incessante m'empêcheront de dormir.

Je retourne au cabinet médical où le personnel est particulièrement disponible et sympathique. Le médecin me fera un traitement substitutif, ce qui arrangera ce petit problème transitoire. Chose rigolote : à peine arrivé au cabinet médical, la porte s'ouvre et entre le président de l'Assemblée Claude Bartolone. Nous en profitons pour échanger sereinement une bonne dizaine de minutes sur la situation politique nationale, ainsi que sur ma petite carrière politique en Alsace. Visiblement, lui aussi n'est pas en grande forme, je lui souhaite un bon rétablissement, en termes de santé bien sûr, pas forcément politique.

Ce matin est aussi un matin très calme car mis à part mon passage au cabinet médical, je suis resté au bureau. Aucun des députés de l'étage n'est plus présent hormis Claude Storni avec qui nous discutons du schéma départemental de coopération intercommunale. Je profite de ce temps pour peaufiner la question que je poserai cet après-midi, mais aussi pour préparer une tribune libre dans la presse sur la dépense publique que j'espère publier dans un quotidien national. Grâce à ma tablette numérique, je traite aussi une bonne vingtaine de mails relatifs tant à la mairie qu'à la communauté de commune et au cabinet parlementaire : vive la technologie !

15h45 : j'arrive dans l'hémicycle pour poser ma question. Je suis surpris : un collègue de groupe ayant demandé à être avancé dans l'ordre des questions et la présidente lui ayant donné son accord, il s'exprime avant moi. Dans la foulée, la présidente me donne la parole alors que cinq collègues socialistes devaient s'exprimer. Souffrant de terribles quintes de toux, c'est une pastille dans la bouche, la veste ouverte, et dans l'urgence que je me lève pour poser ma question qui me vaudra l'approbation de mes quelques collègues républicains et UDI présents dans l'hémicycle. N'étant pas un guerrier, en arrivant dans cette immense salle, j'ai immédiatement donné un double du texte de ma question à un conseiller du ministre des transports afin de leur permettre de structurer leur réponse. Cela dit et pour une fois, je serai satisfait des propos d'Alain Vidalies.

Semaine du 22 au 28 février

Cette semaine, nous sommes en congé parlementaire : l'Assemblée est fermée, ce qui me permet de travailler en circonscription. L'Assemblée ferme toujours pendant les congés scolaires de la zone de Paris, j'imagine que cela facilite la vie des salariés de l'Assemblée qui

sont aussi parents. Je profite de cette semaine pour travailler comme un fou à la mairie et à la communauté de communes.

Le week-end, je répondrai à plus d'une dizaine d'invitations dans l'ensemble de la circonscription. Dimanche soir, en rentrant peu avant 20 heures, je m'écroulerai dans mon canapé, lessivé, mais disposant encore d'un peu d'énergie pour écrire l'éditorial du bulletin municipal, la lettre du groupe majoritaire, pour corriger des documents de la communauté de communes... Cette semaine de vacances ne l'aura vraiment pas été pour moi.

Je regrette vraiment que la semaine ait été privée de déplacement parisien, car nous avons vu au travers des articles de presse et des émissions de télévision que l'ambiance à gauche était plus qu'électrique depuis la parution du projet de loi El Khomri sur la simplification du code du travail. Franchement, j'ai du mal à trouver la cohérence de l'action gouvernementale qui fragmente la gauche une deuxième fois après le vote sur la déchéance de nationalité. J'ai aussi beaucoup de mal à voir la cohérence de l'action de François Hollande qui a imposé une véritable « rossée » fiscale aux entreprises françaises et une addition de contraintes réglementaires particulièrement punitives alors qu'il propose exactement l'inverse à présent. Un million de chômeurs en plus alors que le chômage a baissé en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et aux Etats-Unis explique peut-être cela.

Mardi 1^{er} mars

Ce mardi, je fais l'aller-retour en train sur Paris. Je pars de chez moi vers 6 heures du matin, j'y retournerai vers 23 heures. Je rentre car j'accueille demain Jean-François Copé dans notre circonscription. Il continue à sillonner la France dans le cadre de sa candidature. Pour l'heure, personne ne m'a jamais dit : « *Il est candidat, c'est bien !* » contrairement à Alain Juppé ou Bruno Le Maire par exemple. Comment pourrai-je lui dire cela ? Peut-on dire cela à un homme politique qui croit en son destin et se dépense avec une énergie hors du commun ? Cette journée écourtée aura été néanmoins très active.

Le matin, travail au bureau et réunion de groupe. J'ai le droit de poser ma neuvième question d'actualité au gouvernement cet après-midi. Je choisis de poser une question « grenaille » à partir d'un thème, le référendum de Notre Dame des Landes. En fait, j'aborde plusieurs questions qui mériteraient chacune une réponse spécifique. Comme je l'avais prévu, c'est Manuel Valls qui répond et qui justifie encore une fois de manière scandaleuse le référendum en Loire Atlantique par l'occupation violente du terrain.

Plus tard en Commission, nous auditionnons le président de l'Autorité de Sûreté Nucléaire : Pierre-Franck Chevet. Je ne connais pas cet homme, il répond avec intelligence à nos questions. Je me trouve un point commun avec le député écologiste Denis Baupin, encore écouté à cet instant, sur le fait que le contrôle de la sécurité nucléaire devrait être supranational et non pas national. Les conséquences d'un accident nucléaire ne s'arrêtent jamais aux frontières.

En ce début de semaine, j'ai une pensée pour Jacques Rapoport, président de SNCF Réseau qui vient de démissionner. Je l'avais rencontré dans le cadre de la réforme ferroviaire : nous avons échangé, toujours de manière courtoise : ces échanges n'auront pas été vains quand je vois qu'ils ont permis l'avancée d'un dossier qui me tient à cœur : la dénivellation du passage à niveau de Molsheim. L'homme est énarque, de gauche. Je lui écrirai un petit mot pour le remercier, je ne crois pas que nous serons nombreux à le faire.

Mercredi 2 mars

Nous accueillons Jean-François Copé qui arrive souriant dans la circonscription malgré une météo humide. J'aurais pu lui faire visiter des fleurons de notre industrie, mais en cette période de crise agricole, j'ai souhaité l'amener au contact de deux secteurs : d'abord le monde viticole en visitant la Cave du Roi Dagobert à Traenheim, puis en déjeunant chez un viticulteur indépendant à Molsheim : Philippe Heitz. Dans l'après-midi, nous visiterons une exploitation agricole spécialisée dans le chou à choucroute, l'exploitation Frantzen à Meistratzheim, avant de visiter l'usine de transformation Le Pic, puis la station d'épuration construite par le SIVOM du Bassin de l'Ehn, l'une des plus modernes d'Europe, usine où sont traités les jus de choucroute transformés en biogaz. J'ai été très touché par la simplicité et la gentillesse avec lesquelles tous les partenaires ont accepté de nous accueillir : un immense merci à chacun.

Dans l'après-midi, nous visiterons la cathédrale de Strasbourg, avant que Jean-François Copé n'aille à la rencontre des adhérents de notre mouvement, notre journée se terminant par une choucroute tardive au Tire-Bouchon, à Strasbourg.

Mardi 8 mars

Dans le TGV de 7h16, je rencontre les sénateurs Kern et Kennel. Nous parlons de la grève des trains et des cheminots qui s'annonce dure et commence ce soir à partir de 19 heures. L'un rentrera avec le train de 16h55, l'autre demain mais en avion. Je m'interroge sur ce que je dois faire : rentrer après la séance de questions au Gouvernement, mais rater celle de demain ? Risquer d'être coincé demain à Paris et peut-être rater un rendez-vous chez le Préfet pour échanger sur l'avenir de l'intercommunalité dans notre arrondissement.

En arrivant au bureau, c'est un peu en colère que je décide de rentrer dès ce soir, ce qui me prive d'un temps de travail utile. Les cheminots devraient enfin comprendre que le monde change : ils ne sont pas touchés par la loi El Khomri, ils font grève à cause de l'élaboration d'un décret-socle fixant de nouvelles règles communes à la SNCF et au secteur privé, qui leur demandera quelques tout petits efforts, alors qu'ils sont largement surprotégés et bénéficient d'avantages dérogatoires par rapport aux salariés de ce pays. Je ne dis pas qu'ils sont riches, bien évidemment. Mais ces grèves à répétition sont insupportables surtout lorsqu'on sait que sur les 32 milliards de chiffre d'affaires de la SNCF, 12 milliards proviennent de subventions

publiques. Si cette entreprise était gérée normalement, il est probable que la facture pour le contribuable serait soulagée de 2 ou 3 milliards d'euros.

Petit sourire : en feuilletant en gare de Strasbourg plusieurs magazines, je découvre un petit article dans Heb'di me concernant. Mon compte-rendu d'activité parlementaire, celui que vous lisez, est moqué, notamment la scène où je fais mon lit dans mon bureau à l'Assemblée. Cela me fait sourire. Je note que c'est un citoyen de Molsheim, membre du Parti Socialiste – mais cela n'est pas dit –, qui a retransmis les éléments. Le même rédige parfois des tribunes libres dans les DNA, se faisant passer pour un citoyen, jamais pour un opposant politique. L'homme n'est pas antipathique mais, de grâce, un peu d'éthique ne ferait pas de mal...

Après le déjeuner, je me rends à une réunion organisée par mon collègue Nicolas Dhuicq avec le syndicat pénitentiaire FO concernant les prisons de France. Il y a en France 55 000 places, 70 000 prisonniers, et si tous ceux qui devaient exécuter leur peine étaient en prison, il faudrait 150 000 places. 60% des prisonniers sont musulmans et la radicalisation, la violence sont des faits qui progressent de manière exponentielle. Le suicide des gardiens de prison est d'ailleurs 22% supérieur à la moyenne nationale, personne n'en parle. Le laxisme de ces dernières années crée une situation des plus compliquée. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que 300 surveillants de prison feraient l'objet d'une fiche S sur les 30 000 gardiens. La réponse à l'interrogation qui se pose naturellement est simple : il y a en prison de plus en plus de gardiens musulmans dont beaucoup sont bien évidemment de très bons fonctionnaires, mais il y a aussi, comme dans la police, et comme dans l'armée, des fonctionnaires qui se sont radicalisés. Nos interlocuteurs se posent des questions quant à certains de leurs collègues qui parlent arabe avec certains prisonniers sans qu'ils puissent les comprendre. A contrario, la présence d'imams semble être très positive et nos gardiens nous ont dit que certains d'entre eux faisaient preuve d'un courage remarquable. Enfin, dernier élément : parce qu'ils ne sont ni écoutés ni entendus, le travail de renseignement dans les centrales ne semble pas correctement fait. Cela est fort dommage car certains attentats ont été commis par d'anciens prisonniers ayant fait l'objet de signalements de la part de leurs gardiens. Rien ne m'obligeait à aller à cette réunion, mais en une heure de temps, j'ai peut-être plus appris sur un sujet majeur qu'au travers de nombreuses lectures : l'Assemblée permet tout cela à ceux qui veulent s'en donner la peine.

15 heures : questions au Gouvernement. Je tenais absolument à être présent car l'Assemblée rend hommage à notre collègue Sophie Dessus qui vient de disparaître foudroyée par un cancer fulgurant. Elue socialiste, elle avait succédé à François Hollande. Dans les couloirs de l'assemblée, cette députée a toujours été courtoise, prête à discuter avec tout le monde sans sectarisme. Elle a su être appréciée, sa disparition peine beaucoup de monde. Je note au cours de la séance que Valls et Macron sont à nouveau assis proches l'un de l'autre et échangent paisiblement. L'opposition parle de la loi El Khomri qui est un sujet difficile pour le Gouvernement : le Premier Ministre semble d'ailleurs extrêmement stressé. Son autoritarisme semble rangé au placard et sa volonté de séduire brille de mille feux. Il n'a d'ailleurs que le mot « dialogue » à la bouche. Assis au premier rang à côté de mon collègue Jean-Luc Reitzer,

j'échange un peu avec ma voisine, la ministre des Outre-Mer George Pau-Langevin, et par deux fois, nous échangeons quelques bribes courtes avec Manuel Valls.

Mardi 15 mars

Cette semaine, je prends l'avion. Mais pas l'avion du petit matin, celui de 10 heures, ce qui me laisse le bonheur de faire la grasse-matinée jusqu'à 7 heures. Le petit avion de *Hop !* de 70 places est plein, cela dit les conversations avec le personnel du sol portent sur le même sujet : dans trois semaines, la ligne s'arrête : quel dommage pour Strasbourg qui ne bénéficiera plus d'une connexion avec le hub d'Orly, c'est-à-dire avec les DOM-TOM, les capitales européennes et les aéroports régionaux français.

Pendant les Questions au Gouvernement, je m'installe au premier rang et j'interpelle le Premier Ministre. Nous sommes en plein psychodrame de la loi El-Khomri, la loi sur le Travail. Ce matin, j'entendais un engagement du Premier Ministre qui disait il y a quelques jours qu'il ne reculera pas. Pourtant, dans l'hémicycle, le Gouvernement ne cesse de justifier l'humiliation qu'il subit d'une retraite en rase-campagne. J'alpague le Premier Ministre en lui disant que le Gouvernement s'est remis à bouger puisqu'il recule. Il me répond sans agressivité : « *Ce n'est pas parce qu'on est au premier rang qu'il faut dire des bêtises.* » Puis avec le sourire, il ajoute : « *A l'école, moi, j'étais au dernier rang...* » La ministre El-Khomri tente de défendre l'indéfendable. Le pire est qu'elle n'est même pas applaudie sur les bancs de la majorité.

17h : je me retrouve au siège des Républicains où la Commission Nationale d'Investiture choisit le candidat pour la législative partielle de la première circonscription strasbourgeoise. Rien à dire sinon qu'il faut des femmes et que tout le monde plaide en ce sens. Cela m'amuse toujours de voir des femmes tenir un discours féministe alors qu'elles ont bénéficié de strapontin souvent obtenu sans difficulté grâce à la proportionnelle paritaire. Cela m'exaspère aussi de voir des hommes être très généreux sur le sujet, sous réserve que leur sort personnel ait été préalablement garanti. En redescendant de la salle, je m'amuse beaucoup de voir Nathalie Kosciusko-Morizet et Nadine Morano venues en taxi ensemble depuis l'Assemblée Nationale mais arrivant en retard après la Commission. Les deux candidates aux primaires ont l'air ennuyé, enfin un peu.

Ce soir, je retrouve un copain de Sciences po près de 25 ans après nous être quittés. Fonctionnaire du Trésor, il a aussi fait un peu d'immobilier, investi dans un restaurant, fondé une famille. Bref, un personnage que j'ai bonheur à retrouver. Cette soirée me fera oublier l'ambiance de l'Assemblée qui fait un peu fin de règne. On sent le pouvoir totalement essoufflé. Pourtant la France devrait profiter des quinze mois à venir non pour faire survivre une majorité effondrée, mais pour entamer un redressement essentiel.

Au cours du repas, alors que nous dînons nez sur la vitrine, deux bandes de jeunes « black », l'une de quatre, l'autre de trois, se rencontrent à deux mètres de nous et entament une bataille

de rue pas particulièrement chaleureuse. Les coups sont violents, le patron qui n'a peur de rien sortira faire le ménage. La pièce de viande est excellente, le spectacle beaucoup moins.

Mercredi 16 mars

Les députés que je rencontre sont très moqueurs sur la proposition de nom de notre nouvelle région. Quelle tristesse de voir l'amateurisme avec lequel ce dossier est mené mais surtout de voir disparaître les noms Champagne, Alsace ou Lorraine qui sont très connus en Europe et qui sont de vrais atouts marketing.

A 15h, je retourne dans l'hémicycle au premier rang où j'interpelle le Gouvernement ou les députés socialistes avec bonheur. L'un d'entre eux nous fait une déclaration disant que les déficits ont été réduits depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, bref que tout allait mieux. Quelle tristesse d'entendre un discours façonné auquel plus personne ne croit. Le Ministre des relations avec le Parlement Le Guen m'interpelle avec des arguments d'une mauvaise foi étonnante : franchement, je ne l'aime pas beaucoup car cet homme n'a que peu de scrupules. Cela dit, je dois reconnaître qu'il fait bien son travail. Je suis assis au premier rang à côté d'Antoine Herth et André Schneider. Le ministre de l'agriculture Le Foll vient s'asseoir juste derrière nous. Il est bien sûr interpellé. En se levant, il nous dit qu'il va parler de l'Alsace alors que le lien avec la question n'est pas évident. Il le fera, ce qui nous fera sourire. On a bien le droit de sourire de temps en temps.

Mais aujourd'hui, surprise ! Alors que le texte sur la biodiversité suit son cours, les deux amendements que j'ai déposés et qui m'ont été susurrés par l'administration des Terres Australes ont été déclarés irrecevables. La Préfète des TAAF m'appelle dans la journée : je reprends le texte particulièrement compliqué, rédige une très courte note que je vais remettre en main propre à la rapporteure Geneviève Gaillard et au président de ma commission Jean-Paul Chanteguet. Leur accueil est charmant et positif, très sympathique. La représentante du Gouvernement ou de l'administration qui tient la plume du texte est bien plus réservée. Cela dit, l'accord de principe de mes deux collègues socialistes en charge de ce projet emporte la décision : ce soir, j'aurai fait changer une loi de la République...

Mardi 22 mars 2016

C'est avec une certaine émotion que je vais à l'aéroport ce matin car en fin de semaine, la ligne Orly-Strasbourg sera arrêtée par Air France. Après celle de Roissy, c'est la deuxième ligne interrompue. Après des décennies de service, il n'y aura plus d'avion vers la deuxième capitale européenne, plus de correspondance vers les DOM-TOM ou vers le réseau régional via Orly. Pour l'Alsace, c'est une vraie catastrophe : à titre personnel, et même si le service est un peu plus long, je n'ai jamais abandonné l'avion préférant l'alternance train-avion. Je dois dire malheureusement que j'étais le dernier parlementaire à utiliser les petits avions à hélice de la compagnie *Hop* !

En me rendant à l'aéroport, j'apprends les attentats de Bruxelles : en décollant, les médias nous annoncent la mort d'une personne. A notre arrivée : 24. Au final, ils seront plus de 35 morts. L'ambiance est pesante à l'aéroport, pesante à l'Assemblée aussi.

L'après-midi, lors des Questions au Gouvernement, le président de l'Assemblée trouvera les mots justes, le ministre de l'Intérieur sera bon et le premier Ministre indiscutable dans son rôle. Je le trouverai même courageux sur le PNR, le contrôle des passagers sur les lignes intra-européennes, en disant publiquement que le dossier est bloqué au Parlement européen à cause de l'opposition des groupes écologistes et socialistes. Voilà près de quinze mois que les attentats de Charlie Hebdo ont eu lieu, et nous n'avons eu de cesse de dénoncer l'absence de mise en place du PNR, le Gouvernement était toujours coincé aux entourloupes sur ce sujet. Désormais, les choses sont claires, tant mieux.

En sortant de l'hémicycle, je sens comme un malaise. Après Charlie, après novembre, nous entendons pour la troisième fois les mêmes mots, le même vocabulaire lisse et bien ciselé. Pourtant, j'ai l'impression que dans la lutte contre le terrorisme, la France essaie d'avancer sur une barque dotée d'un moteur sans hélice ou de rames sans pelle. On ne gagne pas une guerre avec de bons sentiments, en ne regardant pas les problèmes de face : l'Islamisme radical vient de nos banlieues. Il traîne aussi dans la valise des flux migratoires même si, et très loin s'en faut, il ne faut pas accuser ceux qui portent une vision apaisée de leur religion.

En fin d'après-midi, je me rendrai Porte de Versailles pour visiter au pas de charge le Salon de la Franchise. Je suis surpris d'être le seul client sur les deux quais de la station Assemblée Nationale sur le coup de 16 heures 30. A mon retour, les wagons seront loin d'être bondés comme d'habitude sur cette ligne. Les attentats bruxellois ont semé la peur, un des attentats ayant eu lieu dans le métro, je ne m'étonne pas de voir notre ligne abandonnée par la foule habituelle.

Mercredi 23 mars 2016

Après la séance des questions, je prends l'avion pour rentrer en Alsace. Ce vol n'est pas comme les autres, puisque c'est le dernier vol que je prendrai : vendredi, la ligne sera définitivement arrêtée. Le vol de l'après-midi est un ATR 72, avion à hélice de 72 places. Nous embarquons à l'heure, prenons un bus, nous installons à bord de l'avion et là, patatras, on nous annonce que suite à un incident technique, a priori les éclairages extérieurs de l'avion, nous allons devoir changer d'appareil. Nous retournons à la salle d'embarquement et attendons qu'un avion en provenance de Clermont-Ferrand arrive, qu'il soit nettoyé. Nous partons avec le même équipage au demeurant extraordinairement sympathique. Le vol dure normalement une heure, une heure quinze au maximum. Nous arriverons avec 2h30 de retard, mais dans la bonne humeur. Finalement, pour une dernière, nous aurons bénéficié d'un vrai feu d'artifice.

Arrivé à Strasbourg, un membre du personnel de piste me reconnaît. Nous discutons de la fin de cette ligne et de la catastrophe que représente cet événement pour l'Alsace, Strasbourg et l'aéroport d'Entzheim. Je suis heureux d'être resté fidèle jusqu'à la fin, dernier parlementaire et pas forcément le plus sonore sur le sujet.

Mardi 29 mars 2016

Arrivé en train, j'ai pu dormir confortablement dans les fauteuils du TGV. A l'arrivée, rencontre avec Claude Storni et Guy-Dominique Kennel avec qui nous covoyageons. A midi, je répondrai à l'invitation du patron des taxis G7, Monsieur Rousselet, avec qui nous évoquons l'uberisation de l'économie. Ce thème est à la mode et, je l'avoue, je n'en suis pas expert. Si le repas est banal, la conversation est intéressante. La journée n'est pas perdue puisque j'ai appris quelque chose aujourd'hui.

Le soir dans l'hémicycle, dans le cadre des questions cibles, j'interroge le ministre des transports sur la réforme de la SNCF qui visiblement ne porte pas ses fruits alors que l'investissement baisse, la dette s'accroît toujours aussi rapidement. J'avais suivi la réforme de la SNCF, je suis triste d'avoir eu raison quant à mon analyse initiale.

Mercredi 30 mars 2016

Ce matin, en Commission du Développement durable, nous dressons le bilan de la COP 21 et en analysons les perspectives. Nos amis de gauche sont insupportables : ils nous donnent des leçons sur tout après s'être trompés sur presque tout.

A 11h30, nous vivons un vrai moment de bonheur : nous auditionnons dans le cadre du Groupe d'études sur l'Arctique, l'Antarctique et les TAAF une scientifique responsable logistique de la base franco-italienne Concordia, sur le continent Antarctique. La personne est passionnante, et nous décrit un monde que nous ne connaissons jamais, à 23 000 km de la France : un lieu où la température descend jusqu'à -80°C, situé à 3200 mètres d'altitude.

Lors des questions au gouvernement, je pose aujourd'hui ma neuvième question. Cette question porte sur la radicalisation de certaines personnes dans les services de police, gendarmerie, armée et gardiens de prison. Comme toujours, je reçois le coup de fil vers 13 heures du conseiller du Ministre en charge des relations avec le Parlement. Pour la première fois, je lui donne lecture de ma question, estimant qu'elle ne doit être ni polémique, ni violente. Je pense qu'il est de l'intérêt de tous que sur un sujet comme ça, nous laissions la politique politicienne au vestiaire.

Mardi 5 avril 2016

15h : Questions au Gouvernement. Je suis assis au premier rang, séparé de la Ministre de l'Education nationale par mon collègue Antoine Herth. En réponse à une question qui lui est posée, El-Khomri affirme sur un ton péremptoire : « *Nous avons remis de la démocratie*

sociale dans les entreprises et les usines ! ». Je la taquine gentiment en lui demandant si c'était dans les usines qui ont fermé, ce qui fait sourire une fois de plus Manuel Valls. La semaine passée, Myriam El-Khomri avait répondu de manière honteuse et agressive à une question de Jean-François Copé. Aujourd'hui, c'est Najat Vallaud-Belkacem qui répondra de manière hautaine et méprisante à un député de l'opposition, elle qui n'a jamais été élue députée. Je trouve les parvenus du Gouvernement d'une arrogance inadmissible. Mon collègue Antoine Herth me fait remarquer que Myriam El-Khomri a probablement fait l'objet d'un relooking et d'une formation accélérée : nouvelles coiffure, lunettes, techniques de réponses aux questions travaillées : un chargé de « com » a dû faire son œuvre. Il n'en reste pas moins que son texte sonne comme une cloche sans bourdon, tellement il est vidé de tout sens. A la fin de la séance, une question est posée au Ministre de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités locales, Jean-Michel Baylet. Quelques instants plus tard, la séance est levée. Un de mes collègues lui dit : « *Monsieur le Ministre, votre réponse est vide de sens.* » J'ajoute à mi-voix qu'elle était surtout nulle, ce qu'entend le ministre. Il me répond : « *On t'y verra, toi, un jour !* ».

Ce qui est cocasse, c'est que quelques minutes plus tard, je serai attablé à la buvette avec Eric Straumann, Frédéric Reiss et Michel Sordi pour boire un café. Jean-Michel Baylet me voyant, fonce vers moi, prend une chaise et s'assoit pile en face de moi. Nous voilà partis pour une demi-heure de discussion sur la réforme des collectivités locales. Echanges sympathiques partis d'une expression à mi-voix qu'il n'aurait jamais dû entendre. Un moment, il prononce une phrase hallucinante pour le député d'opposition que je suis : « *En matière de collectivités, il aurait mieux valu ne rien faire que de faire ce que l'on a fait !* » Je suis estomaqué de ce que pense le Ministre des collectivités de la politique de Monsieur Hollande. C'est juste incroyable.

Mercredi 6 avril 2016

Ce matin, après le vote de désignation du nouveau trésorier du groupe et une réunion de commission au cours de laquelle nous avons pu discuter avec Elisabeth Borne, directrice générale de la RATP, j'emmène un collègue député, deux sénateurs ainsi que nos attachés parlementaires visiter l'Ecole Militaire. Ce bâtiment magnifique situé à l'ombre de la Tour Eiffel forme plus de 3000 officiers de 80 nationalités. Sa construction a été décidée par Louis XV et symboliquement positionnée à côté des Invalides. Ce patrimoine merveilleux est fermé au public, hautement sécurisé, c'est un privilège pour nous que de voir des locaux où d'anciens présidents de la République avaient envisagé de s'installer. La visite comme les échanges avec les militaires sont extrêmement instructifs.

14h50 : avant d'aller dans l'hémicycle, un besoin technique m'amène vers les WC. J'y rencontre Monsieur Colmou, collaborateur du Premier Ministre Manuel Valls. C'est l'homme qui nous avait reçu lorsque nous étions tous unis pour défendre l'Alsace. Petite discussion dont je ne ressors qu'une phrase : « *Jamais vous ne reviendrez sur les grandes régions et notamment sur le Grand Est. Je lui pose la question du « Pourquoi ? » La réponse fuse : « parce que Richert en est le président. »* ».

15h : questions au gouvernement. Toujours au premier rang, j'entame un débat d'abord aigre-doux puis franchement souriant avec Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Elle attaque fort sur la politique hospitalière menée par le centre et la droite au pouvoir, je lui réponds. Elle me réplique que l'hôpital, elle connaît, puisqu'elle est médecin hospitalier. Je lui rétorque que je connais aussi puisque je suis directeur d'hôpital. Eclats de rire : la politique, ce n'est pas la guerre, et on peut défendre nos positions tout en souriant.

17h30 : je pars pour le Sénat afin d'assister à une commission mixte paritaire sur l'économie bleue, où je représente avec le député-maire du Havre et le député de Saint-Malo notre groupe politique. J'avais obtenu un temps de parole au titre des Terres Australes lors de l'examen de cette loi, ce qui avait beaucoup étonné mes collègues des différentes façades maritimes du pays. Ayant eu ce privilège, je trouve normal de participer à cette réunion.

La réunion est sympathique, nous sommes une vingtaine de parlementaires. Un moment, je sursaute car le rapporteur et le gouvernement ont introduit dans le texte une disposition interdisant le fait de plonger en mer des boues de dragage de nos ports.

Le texte dit qu'une filière industrielle doit être créée. Je demande si cette filière existe, si cette contrainte existe pour d'autres ports européens avec lesquels nos ports sont en concurrence. Je demande si l'évaluation des coûts avait été faite. Mon collègue du Havre demande où, à terre, ces boues devraient être stockées connaissant la réticence légitime du monde agricole à perdre des terres. Aucune réponse ne nous est apportée, une fois de plus, un bon sentiment est mis en avant sans aucune évaluation, ce qui au final peut avoir des conséquences catastrophiques. Le texte est plutôt bon, plutôt consensuel, mais sur ce point quel bricolage, quelle tristesse !

20 h 20, sur le quai de la gare, je tombe sur Philippe Richert et son chef de cabinet. Nous nous saluons furtivement, sans plus, sans chaleur. Je n'ai pu m'empêcher de me demander si l'homme du Conseil d'Alsace, devenu en moins de trois ans l'homme de la Grande Région, sait à quel point il est rejeté, voire haï, par un nombre important de nos concitoyens. Je ne le crois pas. Pour ce qui me concerne, nos relations ne sont plus que techniques, administratives. Il est loin le temps où j'avais bonheur à travailler avec Philippe au Conseil Général. Mais une chose fait ma fierté : sur l'Alsace, mes rêves n'ont pas changé et c'est l'un des rares points pour lesquels je suis prêt à tout perdre.

Mardi 26 avril 2016

Malgré la grève annoncée à la SNCF, je suis arrivé sans encombre à Paris. En d'autres temps, les jours de grève, j'aurais pris l'avion, mais il n'y a plus d'avion... Changement de rythme : notre collègue Anne Grommerch étant décédée d'un cancer, on me propose de quitter la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire pour rejoindre celle de l'économie. Je suis heureux de ce changement qui correspond à ce que j'avais demandé lors de mon arrivée à l'Assemblée. Cela dit, j'ai appris beaucoup de choses dans ma commission et je garderai toujours du respect pour mon président Jean-Paul Chanteguet,

socialiste, humaniste, et d'une très grande gentillesse. Je n'oublie pas non plus que si ce changement est possible, il fait suite à un drame, celui de la disparition de notre collègue lorraine à l'âge de 46 ans suite à une terrible maladie. Anne, passionnée d'automobiles, m'avait un jour demandé si elle pouvait visiter Bugatti. J'avais organisé une visite groupée pour plusieurs parlementaires. Suite à cela, nos relations avaient toujours été simples et décontractées, même si elle était une vraie femme de caractère. Sa disparition me peine beaucoup.

Dans l'hémicycle, nous lui rendons hommage dès le début de séance. C'est la deuxième collègue qui disparaît après Sophie Dessus. L'instant est marqué par l'émotion, bien évidemment plus forte dans nos rangs.

15h30 : je sors de l'hémicycle pour me rendre dans le bureau de Jean-François Copé : nous avons prévu une heure d'entretien en tête-à-tête. Celui-ci sera riche et particulièrement intéressant. Je lui fais part de quelques divergences sur les propositions contenues dans son livre. L'apaisement et la complicité dans laquelle nous échangeons, ainsi que la profondeur de ses réponses me convainquent de signer pour lui afin qu'il puisse avoir le nombre de parrainages suffisants pour être candidat aux primaires.

Le soir, je suis invité au repas mensuel des parlementaires qui le soutiennent. Oh, nous ne sommes pas très nombreux. En tout cas, on ne pourra pas m'accuser de faire un choix carriériste...

Mercredi 27 avril 2016

Avec quelques parlementaires, nous prenons le petit-déjeuner avec le PDG de La Poste. Jeu des questions-réponses : l'ambiance est sympathique. Malgré la baisse du nombre de courriers, la diversification du groupe dans la téléphonie, la banque postale et surtout le colis semblent porter ses fruits, tant mieux.

A 9h30, première commission de l'économie : nous auditionnons les syndicats d'EDF. Je suis frappé par le très bon niveau et la qualité des interventions de ces syndicalistes CGT, CFDT, FO, CGC, qui semblent être des permanents et des vrais professionnels. Evidemment, je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'ils disent, mais je tiens à saluer leur niveau de connaissances et la lucidité de leurs analyses. Entendre plusieurs sons de cloche ou voir les facettes différentes d'un même dossier ne peut être qu'enrichissant.

Mardi 10 mai 2016

Retour à l'Assemblée après une semaine de pause due à la venue d'amis qui ont choisi de visiter l'Alsace.

La séance des Questions au Gouvernement se déroule dans des conditions particulières. D'abord un vice-président de l'Assemblée Nationale, Denis Baupin, a été accusé la veille de harcèlement sexuel sur plusieurs femmes qui ont choisi de témoigner. L'homme est absent, il

vient de démissionner de son poste de vice-président de l'Assemblée. Chose cocasse, dans cette majorité aux affaires très familiales, son épouse Emmanuelle Cosse est ministre du logement et de l'habitat durable. C'est une députée socialiste qui ouvre le feu, la réponse gouvernementale est sans emphase : la ministre est blanche comme une crêpe, impassible. J'ai un sentiment de compassion pour elle, un de mes collègues plus ancien me rappelle que dans l'opposition, elle n'a jamais eu la moindre compassion pour nos amis quand ils étaient mis en cause.

La grande affaire du jour est la loi El-Khomri, dite loi Travail. Le groupe socialiste se déchire une fois de plus. Dans l'hémicycle, lors de l'étude de l'article 1, les frondeurs et le Front de Gauche étaient présents en masse, les députés socialistes favorables au texte pratiquement invisibles. L'utilisation du 49-3, l'arme nucléaire de la Constitution, que Hollande et Valls voulaient abroger en 2008 trouvant cet article anti-démocratique, n'est au fond pas une surprise. Mais elle permet de voir les gauches s'entre-déchirer, le mépris et la haine sévissent jusqu'au sein même du groupe socialiste.

Durant les questions au gouvernement, mon collègue de groupe Georges Fenech pose une question au Premier Ministre sur la levée de fonds pour son mouvement par Emmanuel Macron lors d'un déplacement ministériel à Londres.

La question est légitime, elle est posée sur un ton ferme mais respectueux. De ma place, en haut de l'hémicycle, je vois Emmanuel Macron demander la parole. Valls ne lui laisse pas cette opportunité et décide de répondre lui-même. Il affirme que Macron n'a pas fait ce qui lui est reproché, et qui constituerait bien plus qu'une faute politique. Il ajoute qu'il attend de ses ministres qu'ils soient exemplaires et totalement tournés vers l'action propre à leur ministère. Clairement, Manuel Valls humilie et exécute son ministre et prend du plaisir face à celui qui est devenu son rival. Dès qu'il s'assoit, Macron pourtant séparé de plusieurs places de Valls, s'adresse à lui sur un ton qui semble plus que désagréable. Valls lui répond de manière apparemment très sèche, la tension est palpable entre les deux hommes. Quoiqu'il en soit, Emmanuel Macron vient de se faire planter un couteau dans le cœur par la droite, et un couteau dans le dos par son premier ministre de gauche.

A la sortie de cette séance, mon ami André Schneider prononce cette phrase tellement juste : « *Ce cirque serait rigolo s'il ne s'agissait pas de notre pays.* » Tout est dit.

Arrivé devant l'immeuble de mon bureau, je vois un revenant, Jean-Louis Borloo. Il est en forme olympique. Nous échangeons 2-3 minutes. Surprise, je vois Maître Gilbert Collard, élu « Bleu marine » arriver. Ils tombent dans les bras l'un de l'autre. Une vieille amitié d'avocats probablement.

Mercredi 11 mai 2016

En commission des affaires économiques, nous auditionnons François Brottes. Ancien député socialiste, il a été nommé président directeur général de RTE, ce qui en soit constituait une décision fort discutable. L'homme est courtois et maîtrise son sujet. Parmi les très nombreuses

questions qui lui sont posées, je l'interroge sur l'autoconsommation électrique pour laquelle j'avais déposé une proposition de loi évidemment non retenue par la majorité. Sa réponse me fait particulièrement plaisir en affirmant qu'il n'a pas à dire si c'est bien ou mal, mais que cela va dans le sens de l'Histoire et qu'il fallait accompagner ce mouvement. C'est le premier responsable qui s'exprime ainsi, j'ai le sentiment de ne plus être seul sur ce sujet.

Dimanche 22 mai 2016

Grand moment de soulagement : je suis parti une semaine avec l'Amicale des maires de l'ancien canton de Molsheim en visite en Israël et en Palestine. Séjour de décontraction, de découvertes, de rencontres, mais aussi séjour de partage avec mes collègues et amis maires.

En ce dimanche matin, je me suis levé très tôt pour prendre le train de 7h15 à Strasbourg, Jean-François Copé m'ayant invité à assister à son émission Le Grand Jury RTL – Le Figaro. Arrivé à Paris, je rejoins mon bureau où je suis tout seul dans ce grand immeuble en ce dimanche matin. Deux heures de travail me permettent de rattraper une partie de ma semaine d'absence. C'est fou ce que l'on peut être efficace lorsqu'on est seul.

Fin de matinée, j'arrive à RTL. Nous sommes 5 députés à entourer Jean-François. Il est excellent, comme toujours les journalistes ne lui font pas beaucoup de cadeau. Cet instant est aussi pour moi un plaisir personnel, car j'ai toujours été passionné par les médias et plus particulièrement par la radio. Après la réunion, nous nous trouvons un bistrot proche de RTL, où nous partageons ensemble une escalope et quelques pâtes. Puis retour en Alsace.

Mardi 24 mai 2016

Encore une fois, je fais un aller-retour assez rapide à l'Assemblée. Il y avait dimanche soir une législative partielle à Strasbourg où j'ai éterné ma fonction de président du parti. Ce soir, notre candidat organise un meeting pour le deuxième tour. Je lui ai promis d'être présent et de prendre la parole, je le ferai de bonne grâce.

En réunion de groupe, nous avons beaucoup discuté des stations-services bloquées, des opposants à la loi El-Khomri, des divisions de la gauche, des postures du chef de l'Etat qui dépense l'argent sans compter. Opposants résolus, nous sommes très inquiets de l'évolution de notre pays miné par un exécutif qui multiplie les prises de position politiciennes, mais est incapable de poser une stratégie de redressement.

Mardi 31 mai 2016

Ce matin, les médias annoncent la décision du Gouvernement de débloquent un milliard d'euros (que nous retrouverons tous les ans) pour augmenter le traitement des enseignants. Cet énième cadeau pré-électoral est véritablement la goutte de trop. En réunion de groupe, le président des finances Gilles Carrez nous explique que l'électoralisme de Hollande et des

députés socialistes génère d'ores et déjà 7 milliards d'euros de dette structurelle, alors que le Gouvernement est incapable de résorber le déficit et que nous frisons le surendettement. Je prends la parole en réunion de groupe pour dire l'indécence de la politique qui est menée et qui nous coûtera très cher après les présidentielles.

A midi, je prends le bus pour me rendre au Sénat, les Sénateurs ayant invité les maires pour leur traditionnel repas à l'occasion du Congrès. L'ambiance est décontractée et les sourires sont de sortie.

A 15h, questions au Gouvernement. Toute la matinée, les couloirs ruissellent de rumeurs de démission de Manuel Valls et de remplacement de celui-ci par Bernard Cazeneuve. Il faut dire que la loi El-Khomri, le blocage des raffineries, les grèves à répétition, le combat entre le Premier Ministre et le Secrétaire Général de la CGT créent une drôle d'ambiance. Le fier Catalan répond presque à toutes les questions. Les questions de commande du groupe socialiste sont franchement rigolotes : tout va bien. Les questions de l'opposition sont dures, sans cadeau. Moment particulier : la remplaçante de Christian Estrosi élue dimanche pose une question. Elle est ovationnée. Dans l'axe de ma vision, je vois Eric Elkouby qui a été élu dimanche en remplacement d'Armand Jung, battant avec un peu plus de 53% des voix notre candidat Jean-Emmanuel Robert. Au fond de moi, je lui souhaite bonne chance, mais j'ai une pensée pour Jean-Emmanuel qui a mené une belle campagne dans une circonscription de l'impossible.

Au terme de la séance, grand moment d'émotion. Le Président de l'Assemblée Nationale et le Premier Ministre rendent devant sa famille un très bel hommage à Anne Grommerch, députée et maire de Thionville. J'aimais beaucoup Anne et je trouve les mots de ces deux adversaires politiques beaux et justes. Assis au premier rang, je vois dans le petit couloir d'accès à l'hémicycle le personnel du groupe qui est venu participer à cet hommage. Une des collaboratrices pleure discrètement. Même en politique, les sentiments reprennent leur loi.

A 17h30, je serai à la basilique Sainte Clotilde où la famille a souhaité qu'un hommage religieux soit rendu à Anne, plutôt que d'aller en Commission. Gouverner c'est choisir. Et l'humain, ça compte.

18h30 : ayant signé pour Copé, je l'accompagne dans son entreprise à hauts risques. Il a un petit budget pour sa primaire, il a loué un petit local qu'il inaugure ce soir. Comme c'est à côté de l'Assemblée, je ferai ce petit crochet.

Enfin, 19h30 : petit moment de bonheur : je me rends au domicile de Matthieu Festhauer, ancien gendarme à Molsheim qui habite à Paris et me fait rencontrer ce soir au cours d'un moment de convivialité celle qui prendra bientôt le commandement de la compagnie de gendarmes qui couvre la totalité de notre circonscription législative. Il pleut, Eric, mon attaché parlementaire, me propose de m'y amener en Autolib, je sais désormais comment fonctionnent ces voitures en libre service qui fait la fierté de la Mairie de Paris.

Mercredi 1^{er} juin

En commission des affaires économiques, nous auditionnons Monsieur Martin Vial, commissaire de l'Agence des Participations de l'Etat. L'Etat est actionnaire d'environ 67 entreprises, pour une valeur de 100 milliards d'euros. C'est infiniment moins que par le passé, les Gouvernements successifs ayant toujours cherché à boucler les fins de mois en vendant les bijoux de famille.

Le haut fonctionnaire que nous auditionnons est comme souvent compétent, infiniment poli et un peu soporifique. Au regard des difficultés d'Areva et d'EDF, on sent que le chemin mené par le Gouvernement est tapi d'incertitudes et que l'absence d'une vision claire se fait ressentir.

Cet après-midi, je rentre de manière prématurée pour honorer deux invitations en circonscription, à Krautergersheim et à Obernai. Malheureusement, la nouvelle grève des trains, une de trop, m'oblige à changer l'heure de mon départ en circonscription... Pauvre France ! Mais quel bonheur de voir notre territoire vivant, actif, dynamique, un exemple pour notre pauvre France ?